

Conseillère municipale et métropolitaine de Toulouse, pourquoi je crée PEPS 31 et quitte AMC ?

Après l'officialisation de ma participation à PEPS, Pour une Ecologie Populaire et Sociale, et la création d'une antenne en Haute-Garonne¹, nous avons d'un commun accord officialisé avec [AMC](#) mon départ du groupe municipal et métropolitain.

Comme vous le savez, les conditions d'exercices de mon mandat où j'ai dû et doit encore consacrer beaucoup de temps et d'énergie à organiser et financer les moyens de compensation de mes handicaps m'ont menée à un burn-out² à cause de la politique validiste de la droite toulousaine et du refus de Jean-Luc Moudenc de me permettre d'exercer mon mandat à égalité avec les élus valides.

Aujourd'hui, j'ai besoin de recentrer mon énergie sur les luttes intersectionnelles que je porte en tant qu'élue et en tant que militante associative. Aujourd'hui, l'endroit où je me sens le plus à même de le faire est au sein de PEPS et en dehors du groupe AMC. Si j'ai de très nombreux points d'accord avec le groupe AMC, nous ne sommes pas parvenus à trouver un point d'équilibre sur la forme de notre intervention politique qui me corresponde et sur un fonctionnement qui prenne réellement en compte mes particularités de personne autiste.

Pour autant, je vais continuer à porter avec les groupes AMC et TESC, au nom de PEPS et dans le cadre du Nouveau Front Populaire, l'objectif d'une alternance à Jean-Luc Moudenc et à la droite en 2026. Il me semble fondamental que cela se fasse dans une approche intersectionnelle qui articule les luttes contre l'ensemble des systèmes d'oppression subis par les minorités sans hiérarchiser ces luttes comme le font encore trop souvent les groupes politiques, y compris ceux qui se réclament de la gauche. En effet nous baignons tous, y compris les personnes handicapées et les forces de gauche, dans une culture validiste qui naturalise des approches ségrégatives qu'il est important de déconstruire.

Je porte depuis longtemps la lutte anti-validiste³, c'est-à-dire la lutte pour les droits fondamentaux des personnes handicapées car il s'agit d'une question éminemment politique et qui interroge la hiérarchisation des vies sur laquelle notre société est fondée.⁴

Si les politiques de droite conduisent naturellement à hiérarchiser nos vies et à considérer qu'elles n'ont pas les mêmes valeurs, les politiques qui se revendiquent de gauche ne s'inscrivent pas suffisamment dans l'approche intersectionnelle que j'appelle de mes vœux (notamment sur l'antivalidisme⁵) et qui sont une urgence face au fascisme et à la montée de l'eugénisme car ce sont les politiques capitalistes (et sa version la plus aboutie le néolibéralisme), racistes et antisémites, impérialistes, anti-migrants, nationalistes et patriarcales qui alimentent et nourrissent le fascisme.

Avec AMC je continuerai à partager des valeurs et des combats communs afin de battre la droite pour une société plus juste, mais je veux aujourd'hui aller plus loin, défendre davantage mes convictions profondes et montrer à quel point la lutte antivalidiste et les luttes intersectionnelles, en partant des besoins des personnes les plus empêchées et minorisées, sont nécessaires à une réelle politique antifasciste et de gauche et à la construction d'un modèle de coopération qui rompe avec l'hypermétropolisation et la bétonnisation de notre métropole. Et parce que je souhaite maintenant me concentrer exclusivement sur les luttes à mener, je ne répondrai à aucune éventuelle sollicitation médiatique sur le sujet.

Odile Maurin, le 3 septembre 2024

¹ <https://odilemaurin.fr/politique/rejoins-peps-31-haute-garonne/>

² <https://odilemaurin.fr/politique/mon-burn-out-autistique-en-tant-quelue-handicapee-suites-et-reactions/>

³ <https://odilemaurin.fr/politique/appel-pour-une-societe-antivalidiste/>

⁴ En effet, la vision médicale du handicap a permis de naturaliser l'idée qu'il était normal que les enfants handicapés n'aillent pas à l'école, que les adultes devaient être protégés de la société dans des espaces séparés, que les personnes âgées dépendantes devaient finir en EHPAD, et qu'il s'agissait là d'une fatalité médicale. Or ce sont bien des choix politiques, des choix de société, de ne pas rendre accessible l'ensemble de l'espace public, des transports et du bâti, ce sont aussi des choix politiques de mettre les moyens dans des lieux de ségrégation dénoncés par l'ONU plutôt que de financer des services communautaires de proximité pour permettre la vie autonome de tous dans un lieu de vie choisi.

⁵ <https://www.handi-social.fr/articles/actualites/handicap--lever-les-obstacles-a-laces-aux-droits--quand-la-france-insoumise-refuse-de-s-engager-628293>